

Mamatey, Victor S. et Luza, Radomir (eds.), *A History of the Czechoslovak Republic 1918-1948*, Princeton, Princeton University Press, 1973, xi + 534 p., bibl. index.

Stanislav Kirschbaum

Volume 7, numéro 4, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700743ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700743ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kirschbaum, S. (1976). Compte rendu de [Mamatey, Victor S. et Luza, Radomir (eds.), *A History of the Czechoslovak Republic 1918-1948*, Princeton, Princeton University Press, 1973, xi + 534 p., bibl. index.] *Études internationales*, 7(4), 640-642. <https://doi.org/10.7202/700743ar>

(chapitre 7) effectue une analyse du vote partisan de la classe agricole de 1956-1970 qu'on a souvent confondu avec le vote rural en général ; Serge Carlos et Daniel Latouche (chapitre 8) s'attachent à une analyse de la composition de l'électorat péquiste à partir d'un sondage effectué en avril 1970 dans la région de Montréal ; et finalement, Serge Carlos, Édouard Cloutier et Daniel Latouche (chapitre 9) reprennent la discussion du chapitre précédent en l'étendant cette fois à l'ensemble du Québec et aux quatre principaux partis en lice : identifier les clientèles des partis et déterminer l'importance de la question constitutionnelle dans la décision des électeurs. Dans la troisième et dernière partie, nous sommes concernés par deux questions de niveaux fort différents, mais susceptibles d'influer grandement sur les résultats d'un prochain scrutin : premièrement, la question de très grandes distorsions engendrées par le système électoral, et plus spécialement, par le mode de scrutin (Serge Carlos, chapitre 10), et deuxièmement, les conditions et la probabilité d'une éventuelle victoire du PQ (chapitre 11) par la présentation de Daniel Latouche de différents scénarios qui se présentent à ce parti.

Compte tenu de l'éclairage nouveau et fort pertinent qu'apporte cet ouvrage sur nombre d'aspects souvent méconnus du processus électoral, il constitue un apport sérieux, malgré les réserves que nous avons soulevées plus haut à la sociologie électorale québécoise. Mentionnons en terminant que nous aurions vivement souhaité lire en conclusion un dernier chapitre qui aurait tenté de voir de quelle manière ces différentes études permettent de répondre à cette question fondamentale à laquelle les auteurs au départ avaient l'intention de répondre mais dont nous n'avons pas entendu parler par la suite : « la voie électorale offre-t-elle des possibilités réelles de changement ? Les élections dans nos démocraties de type libéral ne seraient-elles qu'un *jeu* que la bourgeoisie n'accepte

de jouer qu'à la condition d'être certaine de gagner (...) ? » (p. 13).

Jacques HAMEL

*Département de science politique,
Université Laval*

MAMATEY, Victor S. et LUZA, Radomir (eds.), *A History of the Czechoslovak Republic 1918-1948*, Princeton, Princeton University Press, 1973, xi + 534p., bibl., index.

Une histoire de la Tchécoslovaquie démocratique fait défaut depuis longtemps. Cet ouvrage, édité par Victor S. Mamatey et Radomir Luza, comble en grande partie cette lacune. Elle n'est cependant pas la version définitive du sujet. Son plus grand mérite est, par contre, de donner un vaste aperçu de la vie politique des Tchèques et des Slovaques et, de ce fait, elle ouvre maintes perspectives sur un pays dont l'histoire pendant ce siècle est une des plus intéressantes.

Quatorze auteurs, dont plusieurs qui sont déjà connus pour leurs écrits sur la Tchécoslovaquie, ont contribué à cet ouvrage. Ce sont des articles qui témoignent d'un effort sérieux de recherche ; néanmoins on peut les diviser en deux catégories : les articles écrits *sine ira et studio* (ceux de Mamatey, Benes, Bruegel, Pryor, Wandycz, Eubank, Prochazka, Rhode, et Michal) et ceux où le *parti-pris* est un peu trop évident (les autres articles).

Cette division suggère en fait la complexité de l'histoire de la Tchécoslovaquie. Aussi l'historien a-t-il au départ une tâche difficile pour décider de la méthode qu'il doit utiliser. Même un ouvrage collectif comme celui-ci, où la spécialisation des auteurs décide déjà en partie de la division thématique, n'échappe pas à ce problème. Puisque la Tchécoslovaquie n'est pas un

pays de population homogène, la question qui se pose est celle de l'attitude envers les populations minoritaires, fussent-elles des nations minoritaires (les Slovaques) ou des minorités nationales (les Allemands des Sudètes, les Hongrois et les autres). On peut ainsi choisir le point de vue de la nation majoritaire, les Tchèques, ou celui d'un des peuples minoritaires, ou encore se détacher de quelconque point de vue et chercher à voir le pays comme une tentative de coexistence entre les divers groupes. Or dans le cas présent il est difficile d'échapper à l'impression que dans l'ensemble le point de vue tchèque est le seul point de vue valable. Ainsi l'histoire de la Tchécoslovaquie est l'histoire des Tchèques d'abord, puis des autres groupes dont le seul intérêt est de voir jusqu'à quel point ils ont coopéré ou refusé de coopérer avec la nation majoritaire.

Les auteurs de la première catégorie, même s'ils acceptent ce point de vue, font toutefois un effort de mettre en perspective les mobiles de la politique des groupes minoritaires et la réaction du gouvernement de Prague envers cette politique. Ce sont surtout les deux articles de Mamatey sur la création de la République et sur le développement de sa démocratie qui témoignent d'un tel effort. Il en est de même pour Benes sur les deux premières années de la République, Bruegel sur les Allemands, Eubank sur Munich, Prochazka sur la deuxième République (1938-39), et Rhode sur le Protectorat de Bohême-Moravie. L'article de Mandycz sur la politique étrangère de la Tchécoslovaquie est une superbe analyse de cette politique qu'il attribue d'ailleurs correctement à Edouard Benes. Pryor et Michal analysent le développement économique de la première République et de la période d'après-guerre. Cette histoire de la Tchécoslovaquie se termine d'ailleurs avec le coup d'État communiste de 1948.

Le problème principal qui apparaît dans la deuxième catégorie d'articles est le refus d'admettre la légitimité des intérêts, donc

des actions des groupes qui n'étaient pas d'accord avec la politique gouvernementale. L'article de Hoensch, par exemple, sur la République slovaque est non seulement préjugé contre les Slovaques, mais consiste essentiellement en une histoire des relations germano-slovaques et non pas de la République slovaque. Ses sources sont d'ailleurs, pour la plupart, des sources allemandes. L'article de Luza sur le mouvement de résistance tchèque tend à être un peu trop glorificateur et pas assez analytique. Il est en contraste avec celui de Rhode qui examine aussi la résistance tchèque dans le Protectorat de Bohême-Moravie. Anna Josko glorifie aussi beaucoup trop le mouvement de résistance slovaque et se permet des généralisations non documentées. Aussi a-t-elle raté une occasion pour étudier de plus près les relations entre le Conseil national slovaque du mouvement de résistance et le gouvernement en exil, en partie à cause de sa tendance de rechercher à légitimer d'emblée les actions du premier contre la République slovaque. Quant à Taborsky, il ignore complètement le problème slovaque. L'article de Luza sur la Tchécoslovaquie entre la démocratie et le communisme (période 1945-48) minimise aussi le problème tchèque-slovaque. En vertu des développements ultérieurs, il est évident que ce problème était un des plus importants à l'époque et Luza ainsi que Taborsky et Josko auraient dû le prendre plus au sérieux. Nemec cherche beaucoup trop à justifier la politique de Prague vis-à-vis des minorités, surtout des Allemands, après la guerre. Enfin, la bibliographie que Luza a rassemblée, de par les commentaires qui accompagnent chaque titre, met en évidence plus qu'ailleurs les préjugés de l'auteur.

Il y aurait beaucoup d'erreurs, d'omissions et de distorsions à souligner ; il semble plutôt préférable de soulever un des problèmes fondamentaux de l'histoire de la Tchécoslovaquie, à savoir pourquoi s'est-elle désintégrée en 1938-39. Mamatey suggère dans le résumé à la fin du livre

que sa désintégration vint de l'extérieur et non pas de l'intérieur. C'est une explication trop facile qui témoigne aussi d'une hésitation de remettre en question la politique du gouvernement de Prague dans les vingt premières années de l'existence de la République. Les auteurs de cet ouvrage ont accepté d'emblée la nécessité de l'existence de la Tchécoslovaquie. Or cet État ne fut pas l'objet d'un développement historique naturel, mais plutôt la création d'hommes politiques à un certain tournant de l'histoire. Sa désintégration prend alors davantage d'acuité et son étude ouvre des perspectives d'analyse beaucoup plus riches. Ceci aurait peut-être évité la division soulevée plus haut.

L'histoire de la Tchécoslovaquie est en proie à ce débat surtout depuis sa désintégration et il est loin d'être tranché. Les auteurs de cet ouvrage ont choisi un point de vue et, dans l'ensemble, ils se sont acquittés de leur tâche. Mais il reste encore beaucoup à dire sur le sujet.

Stanislav KIRSCHBAUM

*Département de science politique,
Collège Glendon,
York University*

THIERRY, H., COMBACAU, Jean, SUR, Serge et VALLÉE, Charles, *Droit international public*, Précis Domat, Paris, Éditions Montchrestien, 1975, 770p.

Dans cet intéressant manuel, œuvre collective de quatre universitaires français, on retrouve les principaux développements de la doctrine juridique française spécialisée dans la matière. Il s'agit essentiellement d'un cours magistral à l'usage des étudiants en droit qui, comme à l'accoutumée, dépasse en portée les limites d'un amphithéâtre universitaire.

Sur un canevas général tracé par le professeur Thierry de l'Université de Nanterre dans un cours qui a précédé la publication de ce livre, MM. Combacau, Sur et Vallée exposent les aspects du droit international qui leur sont les plus familiers. Les grandes lignes sont tracées en introduction sur la conception qu'ont les professeurs Thierry et Combacau de l'esprit général du droit international public, en particulier, la place qu'il occupe dans les relations internationales, l'accent étant mis sur les phénomènes de puissance, fondement des relations juridiques internationales, et les fonctions politiques de ce droit. Pour nos auteurs, le droit international n'est pas la transcription (juridique) d'une hégémonie (des États les plus puissants). Il reproduit les antagonismes de la société internationale et il est avant tout une certaine façon de régler des problèmes politiques. On ne doit donc pas y voir des principes supérieurs correspondant à une organisation « miraculeuse » de la communauté internationale. C'est pourquoi le niveau de l'analyse se veut pratique, fonctionnel.

Sur ces prémisses se construisent les articulations de l'ouvrage, sources du droit ou formation, et application (S. SUR, pp. 53 à 223) ; sujets du droit (J. COMBACAU, pp. 225 à 295) ; territoire étatique et espaces soustraits à la souveraineté territoriale (Ch. VALLÉE, pp. 297 à 416) ; statut international des personnes – nationalité, statut des étrangers – et des objets (COMBACAU, pp. 417-466) ; la protection internationale des droits de l'homme (THIERRY et VALLÉE, pp. 467 à 490) suivie du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (THIERRY, pp. 491 à 502) ; droit international du développement (VALLÉE, pp. 503 à 536) ; interdiction de l'emploi de la force (THIERRY, pp. 537 à 624) ; responsabilité internationale (COMBACAU, pp. 625 à 672) ; enfin, règlement pacifique des différends (THIERRY). Que retenir de cette longue énumération ? Tout d'abord une juxtaposition de chapitres du droit international traditionnel et de développements qui, s'ils ne sont pas toujours